COLL. 8°
468
1952-1à9

Dépôt
Annexe

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000748484

DÉPOT
ANNEXE
080 1147 703

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE

RAPPORT
de Politique générale

présenté au

Congrès National de Bordeaux

le 17 octobre 1952

par

Maurice FAURE.
Député du Lot

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Coll 8° 468 (1952)

Coll. 8°
468
1952-2

IMPRIMERIE A. COUESLANT -- CAHORS

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE

64.267

RAPPORT
de Politique générale

présenté au

Congrès National de Bordeaux

le 17 octobre 1952

par

Maurice FAURE

Député du Lot

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

IMPRIMERIE A. COUESLANT -- CAHORS

Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs,

Vous conter les embarras de votre rapporteur de politique générale serait déjà une redite : il y a déjà exactement un an notre ami, tout à la fois puriste et philosophe, Emile Roche, vous les livrait en guise d'exorde à un rapport, dont vous n'avez oublié ni l'éclat ni la profondeur.

Il est unanimement admis aujourd'hui en effet que la situation internationale exerce des répercussions directes sur la situation économique et sociale à l'intérieur du pays, par le truchement du programme de réarmement. Ne faut-il pas, en effet, consacrer à ce dernier une partie de nos ressources, soustraites par là à d'autres affectations.

On a même pu se demander avec raison si Moscou n'envisageait pas de substituer aux crises cycliques de l'Economie libérale, dont le rythme avait permis à Karl Marx de prophétiser l'auto-destruction, mais auxquelles, instruits par l'expérience, nous avons trouvé depuis des remèdes, une alternance de tension ou de pause diplomatique, dont les répercussions intérieures seraient destinées dans son esprit à avoir le même effet destructeur.

Mais l'ordre du jour de votre Congrès comporte un rapport de politique extérieure et un rapport de politique économique et financière distincts ; leur existence, aussi bien que la qualité des rapporteurs, nos amis Edgar Faure et Mendès-France, sont la source essentielle de ma perplexité.

Mettre en faisceaux les enseignements de leurs propos serait une prétention aussi excessive que serait trop sommaire la sim-

ple collation de leurs conclusions : les difficultés de ce dilemme m'autorisent, en tout cas, à solliciter votre indulgence dans la synthèse que je vais tenter d'esquisser des problèmes de notre temps.

De Ledru-Rollin à Léon Bourgeois, la pensée radicale a été dominée essentiellement par la recherche de la justice sociale dans le respect de la liberté. Et nous ne saurions poser la hache du guerrier avant d'avoir réalisé plus d'égalité dans notre pays ; nous ne mériterons la qualité de démocrates qu'à cette condition ; et ceci, non seulement pour couper la racine du bolchevisme, mais tout simplement par respect profond pour la dignité de l'individu. *(Vifs applaudissements).*

Or, reconnaissons-le franchement et posons le mal en termes concrets : il y a encore chez nous beaucoup trop d'inégalités : les uns gagnent trop d'argent trop facilement, alors que d'autres peinent trop pour un misérable salaire ; nous résigner devant cette évidence, à la faveur du voile que peuvent jeter sur elle les nécessités quotidiennes de la politique serait, non seulement trahir nos origines, mais surtout faire preuve d'une tare du cœur et d'une faiblesse de la raison. *(Applaudissements).*

Vous pouvez retourner ce problème dans tous les sens, la solution vous apparaîtra toujours résumée par ces deux termes : produire plus d'abord, mieux répartir ensuite.

On n'a malheureusement pas assez réfléchi à leur caractère, en partie contradictoire : *l'expansion économique* — le premier terme — est fille de la liberté des citoyens, de leur initiative, de la tendance naturelle de l'homme à développer ses dons dans la recherche perpétuelle du mieux-vivre ; la *justice sociale* — le second terme — est plutôt à base de contrainte, car l'égalité n'est pas naturelle entre les hommes ; elle est au fond d'une essence opposée à celle de la liberté ; et cette contrainte sociale décourage les efforts créateurs.

Leur conciliation, au bout de laquelle il y a la cité idéale, nécessite un dosage si savant que l'humanité tâtonne encore à sa recherche. *Le libéralisme classique* avait cru que la liberté suffirait pour satisfaire à la fois aux exigences d'une production croissante et d'une juste distribution. Ses abus furent tels qu'ils engendrèrent le *socialisme*, préconisant par réaction la suppression de la propriété privée, des instruments de production et d'échange, c'est-à-dire la substitution, à l'entreprise libre, de l'entreprise organisée par la société.

Ai-je besoin de dénoncer une fois de plus devant vous la faillite du marxisme, dont l'influence fut pourtant si grande, bien qu'il ait prophétisé il y a un siècle le contraire de ce qui s'est produit depuis : les entrepreneurs privés, dans l'Agriculture, dans l'Industrie et dans le Commerce, ne se sont-ils pas multipliés au lieu de disparaître ? L'auto-destruction des économies libérales ne relève-t-elle pas aujourd'hui de la fable ? et, comme si l'Histoire avait le sens de l'humour, n'est-ce pas seulement dans les pays agricoles de l'Europe orientale et de l'Asie qu'ont éclaté les révolutions collectivistes ?

Le socialisme s'est donc révélé une solution aussi partielle que l'était le libéralisme classique aux deux problèmes dont je viens de vous rappeler les termes.

C'est une erreur en effet, généreuse mais grossière, d'attendre de l'Etat la réalisation systématique du Paradis à coups de décrets. D'ailleurs, toute concentration massive de l'autorité finit par être inhumaine. Quand on manipule d'aussi vastes ensembles avec les ressources qu'offre la technique moderne du pouvoir, on est amené à penser statistiquement, à considérer les hommes comme des objets ou des numéros. Au nom des meilleures intentions, on enterre inévitablement la liberté.

Le génie du radicalisme c'est d'avoir recherché, entre ces deux extrêmes, une conciliation.

Nous avons été frappés, en effet, des balancements de l'opinion et de la doctrine, séduits tour à tour par ces deux pôles également attractifs : tantôt le citoyen défend ses prérogatives contre le pouvoir au nom de la Liberté, et c'est 1789, et tantôt le prolétaire réclame l'intervention du pouvoir justicier au nom de l'Egalité, pour le libérer d'autres servitudes, celle de la Peur, de la Peine, des Privations, et c'est 1848.

Le radicalisme a écouté ces deux appels. Ils inspirent sa formule, que je livre à vos méditations : *la recherche passionnée de la justice sociale, poursuivie aussi longtemps qu'elle ne contrarie pas l'expansion économique ;* cette limite franchie, ce serait le manche retourné contre la cognée, car on ne répartit que ce que l'on a d'abord produit.

Nous croyons en effet que rien ne peut être plus favorable à *l'expansion des richesses* et à *leur répartition équitable* qu'une coopération directe entre l'entreprise libre et un syndicalisme indépendant. Ce jeu perpétuel de deux forces contradictoires, mais d'ampleur égale, l'une économique, l'autre sociale, est à la base de notre doctrine. *(Applaudissements).*

N'oubliez pas que c'est nous en 1882, puis en 1901, qui avons lutté pour la liberté syndicale. Dans notre pensée, l'organisation du monde du travail était destinée à faire contrepoids à l'influence jusque-là exclusive du capital, dans la discussion du salaire et des conditions du travail.

Il devait surtout veiller à ce que, dans l'accroissement de production dû au progrès technologique, la classe ouvrière reçoive sa part au lieu d'en être la victime ; car nous avons dénoncé nous aussi l'exploitation systématique dont elle était l'objet.

Et la pression constante exercée par le syndicat devait à son tour être un facteur d'expansion économique, parce qu'elle obligeait périodiquement le patronat, s'il voulait être victorieux dans la concurrence, à rechercher dans un équipement toujours plus moderne, et à rendement plus productif, le moyen d'éponger les hausses de salaire pour éviter les augmentations des prix.

Le dynamisme saisissant d'une société évoluant toujours vers le mieux-être, et où l'Economique et le Social vont de pair, n'a pu malheureusement être pleinement réalisé dans notre pays, alors qu'il fait aujourd'hui la force et l'orgueil de l'Amérique.

La raison profonde, c'est que patrons et syndicats ont perdu de vue les uns et les autres *le sens de leur véritable mission*. Les entrepreneurs ne veulent plus de risque et les syndicats font de la politique.

Le libéralisme, en effet, c'est d'abord la concurrence, la lutte, l'émulation, la recherche d'un prix toujours plus bas, d'une qualité toujours meilleure, d'une quantité toujours plus grande. Il est la plus difficile, mais la plus exaltante des écoles. Il suppose que le chef d'industrie vit dangereusement tous les jours de son activité professionnelle, et qu'il succombe parfois.

Nous avons gardé toute notre foi dans les vertus de ce système, mais encore faut-il que ses pilotes n'excipent plus de la liberté que pour repousser les interventions de l'Etat, pour en fouler aux pieds les ressorts, ou en écarter les conséquences lorsqu'elles les gênent.

C'est pourquoi *les néo-libéraux* que nous sommes savent que le libéralisme a aujourd'hui moins besoin d'être défendu que restauré.

Le drame de ce pays, c'est qu'il a marché depuis de longues années moins vite que les autres grandes nations vers le progrès technique. A l'abri, tantôt d'un protectionnisme artificiel, tantôt d'ententes tacites entre producteurs, tantôt d'un système de

prix imposés hérités des temps de pénurie, donc calculés sur les entreprises les moins productives, notre industrie a pu vivre, sans être obligée pour cela de se perfectionner sans cesse.

La routine s'est emparée de notre cité, et le mal était d'autant plus grave qu'il n'était que provisoirement camouflé.

Trop d'entrepreneurs ont préféré une production réduite à gros profits unitaires, à une production de masse à profit unitaire réduit, et, trop souvent, dans la compression des prix de revient, ont cherché à économiser sur les salaires des travailleurs au lieu de recourir à un équipement plus productif.

Ce malthusianisme économique a ainsi restreint le pouvoir d'achat de notre peuple, provoqué la stagnation sociale, et une auto-limitation du marché, dont l'ampleur est pourtant la condition préalable de tout progrès. *(Applaudissements)*.

C'est lui enfin qui a fait le lit du communisme.

La pire erreur serait de croire cette solution durable, sous le sot prétexte que ce qui a duré longtemps pourra durer toujours.

Croyez-vous humainement que l'ouvrier puisse se résigner indéfiniment à produire automobiles et frigidaires, sans avoir l'espoir d'en bénéficier lui-même un jour ? *(Très vifs applaudissements)*.

Il y a d'ailleurs à côté de nous des forces qui évoluent plus vite que les nôtres, et nous ne pourrons pas longtemps rester en arrière, sauf à nous condamner nous-mêmes, dans un proche avenir, à une dépendance certaine.

Un grand effort d'adaptation nous attend donc : la transition sera sans doute difficile, mais la retarder encore ce serait, non point l'éluder, mais seulement la rendre plus pénible et peut-être même sanglante.

Je crois que l'heure a sonné d'un grand sursaut libéral.

La responsabilité de la déviation syndicaliste est d'ailleurs tout aussi grande. Depuis qu'ils ont rompu avec la Charte d'Amiens, les syndicats ont délibérément tourné le dos à leur mission essentielle, celle-là même que nous avions entrevue pour eux, il y a plus d'un demi-siècle.

Leur rôle aurait dû rester strictement professionnel. Ils ont préféré, à la suite des théoriciens socialistes, se lancer dans des luttes d'essence politique, prendre parti sur la structure des entreprises et du régime économique, et prôner un climat néfaste de lutte des classes.

Ils ont à ce point perdu aujourd'hui leur autonomie que chacun d'eux est inféodé quasi-officiellement à un parti politique, avec

lequel il fait d'ailleurs double emploi. *(Très vifs applaudissements).*

Et la plupart du temps les interventions de l'Etat, que certains critiquent un peu aveuglément, ne devraient avoir d'autre but que de pallier la double carence que je viens de dénoncer, tantôt pour renforcer la concurrence entre producteurs, tantôt pour assurer plus d'égalité dans la répartition des richesses.

C'est d'ailleurs une erreur sommaire et beaucoup trop répandue que de considérer toute intervention de l'Etat comme d'essence socialiste. Vous n'avez pas oublié l'histoire des vaches grasses et des vaches maigres.

Et que dire de Richelieu et de Colbert ?

Qu'aurait fait Robespierre en l'an II s'il s'était contenté de laisser jouer les « Lois naturelles » ?

Ce précédent jacobin appelle d'ailleurs une remarque capitale : l'esprit jacobin ce n'est pas, par principe, le maximum et la taxation. C'est seulement le recours spontané à toute mesure, si exceptionnelle soit-elle, dont les circonstances font dépendre le salut public. *(Applaudissements).*

Au surplus, dans tous les pays du monde, s'est produite une évolution qui impose aux gouvernements une politique plus ou moins poussée d'interventionnisme. Il se pose des problèmes aujourd'hui fondamentalement différents de ceux qui se posaient à Turgot : il y a des masses trop pesantes pour la main d'un seul.

Et puis il y a eu les guerres, et leurs progrès dans le sens de la guerre totale a eu comme contrepartie le progrès du pouvoir. D'ailleurs, nos mœurs et nos exigences s'y sont adaptées ; l'évolution même de la conception des droits de l'homme en porte témoignage.

En 1789, ils étaient conçus dans leur énoncé frappé en médailles, comme autant d'interdictions adressées à l'Etat d'empiéter sur les sphères inviolables qui entouraient chaque citoyen d'un halo de libertés.

Relisez, au contraire, la récente Déclaration des droits de l'homme, publiée par l'O.N.U. le 10 décembre 1948 : elle proclame, entre autres, le droit au travail, à une rémunération équitable, au repos, aux loisirs, à l'instruction, à la sécurité en cas de chômage, de maladie ou de vieillesse. Et désormais c'est une intervention de l'Etat que l'on exige pour obtenir la satisfaction de ces droits.

Les polémiques sur le principe de l'intervention de l'Etat appa-

raissent donc dépassées ; le débat consiste seulement à en déterminer l'allure et les modalités.

Tel est l'état d'esprit radical-socialiste : il est objectif, il est ouvert, il est libre.

Certes, son tempérament est libéral, il croit que l'émulation engendrée par le heurt spontané et pacifique des hommes est une source féconde de richesses et d'harmonie. C'est là, croyez-moi, son testament politique fondamental, à base d'optimisme et de respect humain. Et c'est en nous en inspirant que nous avons cherché à élaborer les objectifs immédiats que notre parti propose à la politique française.

Nous avons vu que la solution du problème social était dominée par le problème économique.

Elle est séduisante, certes, cette image que je rapporte d'Amérique, où l'ouvrier peut, avec une somme initiale modeste, faire construire sa maison, l'équiper, et même acheter une automobile, grâce à une politique du crédit à la consommation à la fois très large et bon marché.

Cette méthode, hélas ! est encore inapplicable dans notre pays car de telles facilités de crédit ne suffiraient pas à faire jaillir miraculeusement voitures et appartements, dont on aurait imprudemment accru la demande avant d'être capable de la satisfaire. C'est que la situation de nos deux pays est fondamentalement différente : l'Amérique a fait la démonstration, à laquelle elle croit avec un solide optimisme, d'une expansion économique croissante, grâce à des procédés techniques toujours plus perfectionnés et à une véritable concurrence entre producteurs.

Son cauchemar, c'est que la consommation ne suive pas au même rythme, ce qui engendre la politique de hauts salaires, une harassante publicité, et des facilités systématiques de crédit.

Il en va chez nous, hélas ! à l'opposé : c'est la demande qui court plus vite que l'offre ; et ceci explique que toutes les hausses de salaires n'aient eu d'autre effet que d'accentuer la pression inflationniste.

Répétons-le avec force, le premier stade à parcourir, c'est l'accroissement de la production.

Il est d'autant plus nécessaire que les circonstances présentes nous obligent à opérer sur notre revenu national, à des fins hélas parfois stériles, des ponctions considérables.

Je ne veux prendre que deux exemples des charges exceptionnelles qui pèsent aujourd'hui sur notre économie.

La dernière guerre a non seulement laissé derrière elle un cortège considérable de destructions, mais elle a englouti les capitaux que nous possédions à l'étranger, et dont les revenus, affluant en France chaque année, jouaient le rôle d'exportations invisibles, nous permettant d'assurer l'équilibre de notre balance des comptes, alors que notre balance économique était depuis longtemps déficitaire.

Nous devons désormais payer sous la forme d'exportations l'intégralité de nos achats à l'étranger, car l'aide de l'Amérique ne saurait être qu'un palliatif provisoire.

Ces exportations, prélevées sur notre production nationale, diminuent d'autant notre revenu disponible.

De pays bourgeois, la France est devenue pays prolétaire, et le temps est loin ou tel Ministre du Tsar pouvait s'écrier : « La France, c'est la caisse. »

Notre réserve d'or n'est-elle pas descendue au 1/5e de ce qu'elle était en 1938, c'est-à-dire au tiers de celle de la Suisse ?

Ce problème est d'autant plus grave que le volume de nos importations est nécessairement considérable, et notre ami Emile Hugues vous rappelait encore ce matin le pourcentage de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger, en ce qui concerne les sources d'énergie et les principales matières premières.

Nous ne pourrons vivre longtemps avec de pareils déficits de notre balance des paiements : 462 milliards en 1951, 330 milliards pour les sept premiers mois de 1952.

Il est juste de reconnaître que ce déséquilibre s'explique par les charges auxquelles a dû faire face, avec des ressources réduites de moitié par rapport à 1939, la France de l'après-Libération, charges auxquelles sont venus s'ajouter très vite la guerre d'Indochine, puis le réarmement métropolitain.

Songez que la première nous a coûté davantage que ne nous a procuré le Plan Marshall, et que cette année 53 % de notre budget, soit près de 2.000 milliards, soit 20 % de notre revenu national, sont consacrés à la défense nationale et aux réparations humaines et matérielles des deux derniers conflits.

C'est une charge trop forte pour un pays dont la production ne dépasse pas substantiellement celle de 1929. *Voilà la racine de l'inflation et la cause de nos prix élevés.*

Certes, la question des crédits militaires est bien un des problèmes majeurs du moment, mais on ne saurait décider dans l'abstrait d'une aussi importante question : l'opinion que l'on a

de l'imminence de la guerre influera au premier chef sur notre détermination. Or, il semble que nos alliés, sur ce point-là, ne manifestent pas un pessimisme exagéré, puisque, d'une part, la Grande-Bretagne a décidé depuis longtemps d'étaler sur cinq ans son programme de réarmement, initialement quadriennal, et que, d'autre part, le Congrès américain vient de réduire les crédits de défense et d'aide à l'étranger, sous la forme des crédits Off Shore.

Pourtant, la production américaine d'acier a augmenté de 15 millions de tonnes depuis deux ans, c'est-à-dire exactement la quantité nécessaire au réarmement, alors qu'en France elle est restée à peu près stationnaire pendant la même période.

Nous ne chercherons certes pas, dans ces précédents, un prétexte commode à un refus général des sacrifices que nous imposera la Défense nationale, mais seulement l'occasion de nous demander si nos engagements, supérieurs de 125 milliards aux Conseils des Sages, ne dépassent pas nos possibilités.

L'essentiel, c'est que chaque démocratie marque sa volonté de se défendre, et s'y prépare militairement, dans le cadre de la coopération, sans compromettre sa stabilité intérieure : sans cela, elles perdraient immanquablement la guerre froide, car elles seraient tombées dans le piège qui leur est tendu.

Car la Paix n'aura vraiment fait un grand pas que le jour où nous aurons prouvé à la Russie que les peuples libres sont capables d'entretenir une armée aussi forte que la sienne, sans compromettre leur expansion économique et leur promotion sociale. *(Applaudissements)*.

Nos alliés doivent comprendre qu'une France appauvrie ne peut tenir seule en Indochine un front stratégiquement beaucoup plus important pour les peuples libres que celui de Corée, et en même temps équilibrer en Europe les futurs contingents allemands.

Estiment-ils raisonnable que nous soyons la nation qui consacre aux dépenses militaires et paramilitaires le plus fort pourcentage de son revenu national, pourtant trois fois plus faible par habitant que le revenu moyen d'un Américain ?

Il est temps d'harmoniser entre alliés les sacrifices dont nous ne refuserons jamais notre part, en se rappelant qu'une coopération militaire et politique doit s'appuyer sur une coopération économique.

C'est à cette condition que nous pourrons nous tourner résolument vers notre problème intérieur fondamental : l'expansion de la production.

Et c'est ici que nous retrouverons le problème de la productivité, dont nous avons déjà évoqué les données psychologiques, et celui de l'approvisionnement en matières premières et en énergie.

Il est certes, en toute hypothèse, intéressant d'améliorer le rendement du travail, grâce à un équipement plus moderne. C'est le seul moyen d'obtenir une baisse des prix de revient et, selon le cas, de libérer de la main-d'œuvre ou d'accroître le volume de biens produits. Cette distinction est essentielle : il y a, en effet, des secteurs dont il serait dangereux d'accroître le volume de production car, même à des prix plus bas, leurs débouchés apparaissent difficilement extensibles. Je pense à la chaussure et aux textiles dans le domaine industriel, au vin dans le domaine agricole. Dans ces cas-là, une politique de productivité permettra une libération de main-d'œuvre, ce qui est particulièrement précieux dans une économie de plein emploi. Encore faut-il que cette main-d'œuvre ait une fluidité suffisante professionnellement et géographiquement. C'est une question de mentalité, mais plus encore une question de logement. Il faudra donc s'attaquer à l'une et à l'autre.

Il y a au contraire des secteurs où le volume de la demande promet d'être très extensible, justement en raison inverse des prix. C'est précisément le cas du bâtiment, — où nous sommes le pays le plus arriéré de l'Occident —, des produits industriels, de l'équipement ménager, des automobiles, de l'outillage agricole, etc...

C'est donc sur eux que nous devons faire porter notre plus gros effort d'expansion, notamment par une plus large politique du crédit à la production.

Il est clair, d'ailleurs, que tout développement des secteurs de transformation doit nécessairement s'appuyer sur une production croissante des secteurs fondamentaux : charbon, électricité, acier, ciment, etc...

Il y a donc un synchronisme à établir, des priorités à respecter. Encourager nos usines d'automobiles à accélérer le rythme de leurs chaînes ne servirait à rien d'autre qu'à encourager l'inflation, si l'on n'avait l'assurance de pouvoir leur procurer les matières premières et l'énergie qui leur seront nécessaires.

Ainsi s'éclaire la nécessité d'un plan d'ensemble pour harmoniser l'interdépendance des divers stades de la vie économique.

C'est le grand mérite du Plan Monnet de l'avoir conçu et d'y avoir en partie fait face. On peut seulement regretter qu'il n'ait

pu réaliser pleinement ses objectifs. Trop souvent, on a d'ailleurs confondu planisme et socialisme. Pourtant, chaque entreprise privée, rationnellement conduite, est animée, dans son développement, par un plan à long terme, faisant le bilan des ressources présentes et des améliorations à venir. Il n'en va pas autrement des Nations. Ce sont les moyens envisagés pour réaliser un plan qui peuvent éventuellement lui conférer un caractère socialiste, dans la mesure où ils font systématiquement appel à la contrainte sociale, au lieu de stimuler l'initiative des individus. Et tel n'est point notre dessein.

Quoi qu'il en soit, le couronnement de cet effort, c'est-à-dire une politique de haut pouvoir d'achat, ne pourra être atteint que par une remise en ordre simultanée du secteur de la distribution. Il y a trop d'intermédiaires. Leur pléthore, entretenue elle aussi par l'absence de toute concurrence vraiment effective, aboutit à des marges bénéficiaires que ne justifie pas la plupart du temps le service rendu.

Et ceci pèse lourdement sur les prix de vente, expliquant la cherté de la vie. Nous aboutissons ainsi à cette double conclusion que toute politique de baisse qui veut dépasser le stade de la persuasion doit s'appuyer sur une amélioration des conditions de production d'une part, sur un assainissement des conditions de la distribution de l'autre.

On nous permettra d'évoquer maintenant, dans la perspective de notre dessein général, les avantages que notre pays peut attendre *d'une politique agricole* à long terme, plus hardie et mieux coordonnée qu'elle ne l'a été jusqu'ici. *(Vifs applaudissements)*.

La France a une vocation terrienne incontestable, un climat varié mais tempéré, des sols généralement fertiles, une classe paysanne laborieuse. Cependant, nos résultats sont plutôt médiocres...

Dans des conditions naturelles moins favorables, la Hollande, le Danemark, la Belgique, l'Allemagne, ont atteint un niveau de productivité agricole deux à trois fois supérieur au nôtre.

C'est l'héritage du protectionnisme de Méline, qui a encouragé la routine au lieu de pousser notre agriculture, au prix d'une transition certes délicate, dans la voie de la spécialisation et de la rationalisation scientifiques.

Cette adaptation est devenue urgente et nécessaire, d'autant plus que les masses industrielles qui se pressent à nos frontières du Nord nous assureront, dans le cadre du Pool agricole euro-

péen, dont la réalisation est en bonne voie, des débouchés stables, notamment en ce qui concerne les céréales, les fruits, les légumes, la viande et les produits laitiers.

Ces denrées alimentaires, dont elles ont besoin, sont aujourd'hui importées de fort loin ; nous devons faire en sorte d'en fournir nous-mêmes une grande partie. *(Applaudissements).*

A cette fin doit être entreprise une vaste politique agricole, qui implique la modernisation de notre équipement, l'abandon d'un empirisme attardé, la vulgarisation de l'emploi scientifique des engrais, la multiplication des villages-pilotes, le développement de l'enseignement agricole, ainsi que l'amélioration des conditions foncières par des travaux systématiques, ici d'irrigation et d'adduction d'eau, là de drainage, ailleurs de remembrement.

Cette politique, remarquez-le, est à notre mesure, puisqu'elle n'impliquera pas, comme c'est le cas pour l'industrie, un accroissement de nos importations de matières premières, qui aggraverait encore le déficit de notre balance commerciale.

Enfin, l'état d'esprit des jeunes générations rurales, singulièrement plus réceptives au progrès, favoriserait cette entreprise.

Certes, dans un pays comme la France, une pareille politique a des limites : celles que lui trace la géographie et que lui impose l'Histoire. Il n'est pas question de transporter dans la vallée du Rhône, pour en faire une deuxième Californie, tous les arbres fruitiers épars dans nos champs. Notre pays n'est pas une steppe plate, vide et nue, comme l'étaient le Middle West ou la Pampa il y a encore cinquante ans, mais un pays de petits versants, moins aptes à une spécialisation excessive et à une exploitation exclusivement mécanique, que contrarie au surplus le désordre incroyable de notre structure agraire, héritée de temps qui remontent jusqu'à la Préhistoire.

Mais, même dans les limites que nous imposent nos méthodes de liberté, ainsi que le vallonnement et le morcellement de notre terroir, il reste une œuvre gigantesque à accomplir, et nous serons étonnés nous-mêmes par la rapidité des progrès initiaux dans le domaine du rendement et de la production, en raison justement du retard que nous avons aujourd'hui.

Je reste convaincu que cette politique constitue une étape essentielle de notre redressement ; d'abord, parce que la prospérité du monde agricole est à la base même de la prospérité française, ensuite parce qu'elle alimenterait un fort courant d'exportation, améliorant ainsi l'équilibre de nos échanges ; enfin, la

baisse des prix de revient des produits alimentaires aurait des répercussions sociales très sensibles, si l'on songe que l'ouvrier consacre aujourd'hui 80 % de son salaire à la nourriture, à condition toutefois qu'on n'assiste plus au scandale du litre de vin, payé environ 30 fr. au paysan qui le produit, et revendu couramment trois ou quatre fois plus cher sur la table de trop nombreux restaurants... *(Vifs applaudissements)*.

Les abus de cette sorte sont la source la plus légitime du mécontentement de nos campagnes. C'est pourquoi nous pensons que le deuxième Plan de modernisation et d'équipement, actuellement en cours d'élaboration, devra faire au secteur agricole une place beaucoup plus large que le précédent.

Ai-je besoin de dire cependant que la mise en œuvre de ce programme à long terme nécessite une stabilité monétaire et une stabilité politique, sur le destin desquelles nous avons le devoir de nous interroger maintenant.

Ce n'est que justice de rappeler les difficiles conditions dans lesquelles se forma le gouvernement du Président Pinay : un sentiment d'inquiétude s'était emparé du public, achevant de tarir l'épargne, notre balance commerciale enregistrait des déficits de mois en mois plus inquiétants, au point de renverser notre situation vis-à-vis de l'U.E.P., et de nous obliger, en février 1952, d'une part à effectuer un versement de 25 millions de dollars-or et à solliciter un prêt de 100 millions de dollars, d'autre part à restreindre nos achats à l'étranger, en renonçant à la libération des échanges, palliatif extrême et de toute évidence provisoire.

Enfin le Parlement, si prompt à voter les dépenses, s'était refusé par deux fois à les équilibrer par des impôts correspondants qui auraient, il est vrai, automatiquement provoqué une hausse du coût de la vie.

Le Président du Conseil, d'ailleurs membre des deux gouvernements précédents, prit acte de cette situation parlementaire et se forgea la conviction qu'il n'y avait plus qu'une issue à ce qui apparaissait à beaucoup, déjà, comme une impasse : se contenter du taux des impôts anciens, faire donner ainsi par l'Etat lui-même l'exemple de la stabilité, et renverser la tendance, de manière à pouvoir lancer avec chances de succès un emprunt destiné à procurer au Trésor le complément de ressources nécessaire à l'équilibre du budget. Ce premier résultat fut atteint, les causes psychologiques de l'inflation provisoirement jugulées, et l'emprunt à capital garanti apporta 190 milliards d'argent frais,

cependant que le louis d'or et les devises retrouvaient au parallèle un cours normal. *(Applaudissements)*.

Le Parti radical-socialiste a trop souvent préconisé la restauration de la confiance et de la stabilité monétaire pour ne pas se féliciter du succès relatif de cet appel à l'épargne.

L'emprunt est plus populaire que l'impôt, il est plus équitable, il ne s'inscrit pas immédiatement dans les prix. On peut seulement regretter qu'il ait fallu l'assortir de garanties si considérables qu'elles hypothèquent désormais l'avenir du Crédit, et se demander si son succès a été suffisant pour mettre la Trésorerie à l'abri de nouvelles difficultés et pour permettre surtout de ne pas sacrifier la poursuite de nos investissements aux dépenses militaires, à la fois stériles et inflationnistes.

En même temps, prenant prétexte de l'attitude de l'Etat et de la baisse des cours mondiaux des matières premières, le Président du Conseil demanda aux responsables du secteur privé de seconder ses efforts en vue de la baisse des prix. C'est ce qu'on a appelé la politique de persuasion.

L'indice des prix de détail à Paris s'infléchit effectivement de 3 points entre février-mars et le cœur de l'été 1952, mais il a tendance à remonter aujourd'hui.

Au fond, le gouvernement a essayé de désamorcer la pompe qui actionne le cycle de hausse, et d'amorcer la pompe du cycle de baisse.

Mais il s'en faut que toutes les difficultés soient pour autant résolues. Il faut d'abord éviter de tomber dans la déflation, aux conséquences sans doute plus graves encore que l'inflation : mévente, chômage, sous-consommation. Mais surtout nos exportations, malgré tous les encouragements qu'on leur prodigue, n'ont pratiquement pas progressé, et ceci est très angoissant.

Enfin, nous ne devons pas oublier que le Président du Conseil a fait adopter un peu imprudemment un texte d'échelle mobile qui peut se révéler, à l'avenir, lourd de danger.

Certes, le gouvernement s'attaque au problème fondamental lorsqu'il vise à restaurer la stabilité monétaire, et à ramener les prix français à un niveau qui nous permette de soutenir la concurrence. Il a gagné incontestablement la première manche. Est-il décidé aujourd'hui à s'attaquer aux causes matérielles de l'inflation, c'est-à-dire à assurer une répartition judicieuse de nos ressources entre la consommation, la défense nationale et les

investissements, de manière à promouvoir l'expansion de notre production et la baisse de nos prix de revient.

Nous l'attendrons aux actes, en lui laissant le temps d'agir, car la première condition de l'efficacité gouvernementale c'est la durée. Or les élections générales ont eu lieu il y a seize mois, et nous en sommes déjà au troisième gouvernement.

Spirituellement, notre ami, le Président René Mayer, dénonçait ces mœurs changeantes, en faisant remarquer que lorsqu'un Ministre prenait des mesures sévères et impopulaires, mais salutaires, il n'était plus au pouvoir au moment d'en récolter les fruits, et, qu'inversement les inspirateurs de telle politique de démagogie ou de facilité, ne sont jamais ceux qui en supportent les conséquences.

Cette instabilité déconsidère le régime aux yeux de beaucoup de nos concitoyens, mais surtout aux yeux de l'étranger.

Elle a sans doute pour origine nos divisions, hélas excessives, accentuées au Parlement par un scrutin que nous n'avons cessé de dénoncer, parce qu'il divise au lieu de regrouper les Français, mais sa cause profonde doit être cherchée ailleurs, *dans une véritable déviation du régime parlementaire.*

Celui-ci est né au début du XVIIIe siècle, en Angleterre, de façon tout à fait empirique, lorsque les princes allemands de Hanovre héritèrent de la couronne royale. Par la force des choses, la direction du Cabinet échappa personnellement à des souverains qui ne parlaient même pas l'anglais, et c'est ainsi que s'improvisa la fonction du Premier ministre, chargé de coordonner l'action du gouvernement et de le défendre devant les Chambres.

Régime de séparation des pouvoirs, certes, mais surtout d'équilibre entre les pouvoirs, ce qui avait séduit Montesquieu, et dont la pièce maîtresse était le pouvoir de dissolution accordé au gouvernement en cas de conflit avec le Parlement.

Il est resté la pratique courante de l'Angleterre. Supprimez-le, et l'équilibre se trouve rompu en faveur du législatif ; ceci est encore plus grave lorsque la deuxième Chambre, vidée de tout pouvoir réel, ne peut faire sentir son influence régulatrice sur le mécanisme ainsi constitué.

Nous vivons aujourd'hui en France sous un régime d'Assemblée, et vous n'avez pas oublié la célèbre et sévère condamnation qu'en prononça un jour Benjamin Constant : « Une Assemblée qui ne peut être ni réprimée, ni contenue, est de toutes les puissances la plus aveugle dans ses mouvements, la plus incalculable

dans ses résultats... Tour à tour, la violence ou la faiblesse, la complaisance pour un seul ou la défiance contre tous ; l'absence de toute responsabilité morale, la certitude d'échapper par le nombre à la honte de la lâcheté ou au péril de l'audace : tels sont les vices des Assemblées quand elles ne sont point renfermées dans des limites qu'elles ne puissent franchir. » *(Applaudissements)*.

Ainsi s'affirme la nécessité d'une réforme de la Constitution, que nous attendons toujours, et dont les termes essentiels doivent être le renforcement du droit de dissolution et de la position du Conseil de la République.

On invoque en vain contre le Sénat l'hostilité de la tradition républicaine, alors que Gambetta lui-même affirma en 1875, à un auditoire ouvrier de Ménilmontant : « Vous conserverez le Sénat quand vous l'aurez pratiqué. Les institutions portent presque toujours plus loin qu'on ne le pense. »

Quelle admirable prescience de son destin !

Rétablir dans la logique originelle du régime parlementaire les rapports des pouvoirs publics ne constitue qu'une partie de la réforme politique. Des événements récents n'ont-ils pas montré au même titre l'urgence d'une restauration de l'autorité de l'Etat, par la réglementation du droit de grève dans le secteur public.

La Constitution de 1946 en affirme le principe, mais enserre son exercice dans le cadre d'une réglementation légale qui n'est pas encore intervenue.

Elle a donc expressément voulu que les fonctionnaires puissent user, pour la défense de leurs intérêts corporatifs, de cette arme puissante et en doctrine exceptionnelle.

Mais elle ne les a pas pour autant autorisés à utiliser le service public, dont ils ne sont que les agents, à des fins politiques et antinationales. *(Applaudissements)*.

Ainsi, le 4 mai dernier, lorsque le général Ridgway est arrivé à Paris pour y prendre la direction du Shape, c'était en vertu des stipulations expresses du Pacte Atlantique, auxquelles l'adhésion des 5/6e du Parlement avait conféré un caractère légal, dans notre droit externe.

Le fonctionnaire qui, ce jour-là, répondant au mot d'ordre de la C.G.T. et du Parti communiste, a appliqué les consignes de grève, a donc tenté d'utiliser l'arrêt dans le fonctionnement du service public comme un moyen pour détourner le cours de la légalité nationale. *(Applaudissements)*.

Or, le propre du service public, c'est précisément d'assurer le respect de la légalité. Il s'est donc rendu coupable d'un détournement de pouvoir manifeste, c'est-à-dire de la faute personnelle la plus lourde. Aucun régime ne pourrait tolérer de pareils manquements. Des sanctions avaient été annoncées. Elles ont été prises. On a même accusé nos Ministres, à cette occasion, de pratiquer une politique de représailles. Pourtant, une suspension avec traitement n'est pas une sanction qui pèche par excès de rigueur.

Il est donc urgent de promulguer une réglementation du droit de grève des fonctionnaires, qui sauvegarde le principe mais en interdise d'aussi abusives applications.

Exiger un minimum de loyalisme de la part de ses agents n'est pas, pour un régime républicain, attenter à la liberté des citoyens. C'est au contraire en assurer la survie, car nous avons, non seulement le droit, mais le devoir de défendre la légalité et la liberté.

Il serait tout à la fois naïf et coupable, celui qui se laisserait enserrer dans la logique apparente d'un faux syllogisme, sur le respect dû par un régime de liberté à ceux qui ne conspirent qu'à la détruire. Et il serait en tout cas trop tard pour réagir lorsque nous l'aurions perdue par notre faute. *(Applaudissements).*

Tels sont, Mesdames et Messieurs, les conditions essentielles, économiques et politiques du redressement français.

Ai-je besoin de dire qu'elles sont insuffisantes par elles-mêmes, qu'elles ne peuvent trouver un climat favorable à leur développement que si, en même temps, sont réalisées certaines conditions dans le domaine international.

Nos nations sont devenues trop petites, et les problèmes qui se posent à elles sont, à l'inverse, devenus si grands que seule une coopération entre les peuples peut aboutir à leur solution.

Nous avons déjà affirmé, à propos de la répartition des charges de défense nationale, que la solidarité des nations libres ne saurait se limiter aux seuls domaines politiques et militaires. C'est la grande faiblesse du Pacte atlantique de ne pas avoir, dès l'origine, entrevu la nécessité d'une articulation permanente, destinée à harmoniser les conditions économiques de ce monde, que nous voulons défendre et sauver en commun.

Je songe notamment à l'approvisionnement en matières premières, dans des conditions stables et continues. Si on laisse jouer seulement dans ce domaine, en cas de pénurie, la loi de l'offre et de la demande, on assure aux pays à devise forte une

primauté telle qu'ils bouleversent profondément les bases économiques des autres. C'est ce qui s'est produit en 1950.

L'Amérique doit comprendre que son premier devoir, en tant que nation la plus forte et la plus riche, est de promouvoir la prospérité de tous, et de ne pas peser à elle seule trop fort sur la répartition des richesses naturelles.

De fait, la Conférence internationale des matières premières a joué dans ce domaine un rôle partiellement efficace. Elle a permis de pallier, pour certains produits rares, aux graves inconvénients que nous venons de dénoncer. Souhaitons que cette coopération se renforce et se révèle, le cas échéant, à l'épreuve de nouvelles difficultés.

Dans un autre ordre d'idées, nous devons attirer l'attention de nos amis américains sur les difficultés que nous causent, dans la recherche d'un équilibre avec la zone dollar, leur protectionnisme un peu aveugle. S'ils veulent un jour que nous puissions nous passer de leur aide, et nous le souhaitons aussi ardemment qu'eux-mêmes, ils doivent étendre jusqu'à nous le cadre de la compétition et admettre une plus grande libération des échanges.

Vous m'objecterez sans doute que dans l'immédiat nous n'avons guère de produits à leur vendre, et qu'au surplus nous sommes disqualifiés par nos prix de revient, et c'est en grande partie exact pour le moment. Mais nous touchons ici à un autre très grand problème : cette question de l'équilibre avec la zone dollar ne peut être envisagée sous un angle exclusivement français, mais doit l'être sous l'angle européen.

Il en est de même de la plupart des problèmes économiques, financiers, sociaux et militaires, que nos pays d'Occident traînent lamentablement avec eux, sans solution, parce qu'ils les dépassent.

Il y a longtemps que cette idée de Fédération européenne est née dans le cerveau des diplomates, des politiques et des historiens, mais jamais sa nécessité n'a été plus vivement ressentie qu'aujourd'hui.

Le Fundus mérovingien correspondait à une économie de manoir.

Avec les premiers échanges régionaux, la féodalité évolua lentement vers un regroupement des provinces qui, à leur tour, constituèrent nos nations lorsque les communications devinrent plus sûres dès le XVIe siècle, plus rapides au XIXe.

Mais l'Histoire est un perpétuel devenir. L'avion, la désinté-

gration de l'atome, l'échelle gigantesque des problèmes de défense, la dimension des usines telles que les impose notre temps à qui veut suivre son rythme, tout cela rend anachroniques les structures actuelles de nos Etats.

Briand l'avait parfaitement pressenti. Un regroupement des vieilles nations de l'Occident, que douze siècles de conflits de frontières ont affaibli les unes et les autres, s'impose à tout esprit réfléchi et débarrassé des liens d'un super-nationalisme désuet. *(Applaudissements)*.

La notion d'Europe n'est donc pas seulement négative ; elle est mieux qu'un expédient, destiné à éviter les périls d'un renouveau du nationalisme allemand, ou à parer plus efficacement au danger soviétique ; ce sont là, certes, deux de ses mérites essentiels, et c'est un grand progrès de situer les rapports de la France et de l'Allemagne sur un plan nouveau.

Mais le mouvement européen a des vertus qui lui sont propres. Aussi, vous me permettrez de saluer l'année 1952 comme une date vraiment historique, celle où, sortant des tâtonnements inévitables de la conception, l'Europe a vu se créer et fonctionner la première de ses institutions supra-nationales, la Communauté du charbon et de l'acier. *(Applaudissements)*.

Qu'attendons-nous du Plan Schuman ? Essentiellement qu'il mette en œuvre une économie de plus grand marché, d'un marché de 155 millions d'hommes, égal à celui de l'Amérique.

Il encouragera les entreprises les plus favorisées, par la nature et par la technique, à produire davantage, en leur assurant de plus larges débouchés.

Mais il stimulera aussi celles qui le sont moins — et qui souvent pourraient l'être tout autant — à rattraper leur retard si elles veulent survivre. Cet aiguillon sera salutaire. Au fond, il s'agit là d'une immense entreprise libérale, à base de concurrence effective.

Le résultat sera que chacun des six pays de la Communauté produira dans quelques années plus de charbon et plus d'acier, dans de meilleures conditions de productivité.

Et le crédit dont jouira la Haute Autorité facilitera la solution des inéluctables problèmes de financement, avant que ne se pose fatalement la question d'une monnaie commune.

Si l'on songe aux immenses besoins encore insatisfaits dans ce domaine, et de l'Europe, et de l'Afrique, on ne peut manquer d'être frappé par l'ampleur et l'actualité de ses desseins.

En effet, la mise en valeur de l'Afrique à un rythme accéléré ne saurait attendre encore longtemps. N'oublions pas que le point 4 de la politique américaine peut avoir des incidences jusque-là, et affirmons, sans plus tarder, que cette tâche est à la mesure de l'Europe.

L'Europe et l'Afrique sont géographiquement complémentaires. L'exploitation des richesses naturelles de ce dernier continent nous fournira d'abondantes matières premières, et ainsi nous libérera de notre sujétion vis-à-vis de la zone dollar.

Du même coup sera facilitée la solution des problèmes démographiques, qui pèsent si lourdement sur le destin de l'Occident.

Et s'il est vrai qu'aujourd'hui la prospérité et l'indépendance des nations sont fondées sur leur puissance industrielle, vous en conclurez, comme nous l'avons fait nous-mêmes, qu'il n'y avait pas d'autre chemin à emprunter. Certes, on contestera le terrain choisi, mais les Zollverein n'ont-ils pas précédé souvent les unions des peuples ?

Quoi qu'il en soit, le départ a été donné. *Désormais, l'idée d'Europe est en marche.* D'ailleurs, nos peuples la soutiennent intuitivement. Ils croient à la nécessité fondamentale de faire du nouveau pour éviter que ne se reproduise ce qui s'est produit si souvent. Et ceux-là même qui critiquent telle ou telle modalité de cette politique, parce qu'ils n'osent s'attaquer à ses fondements, ne nous proposent rien à la place.

Ils nous objectent, certes, la puissance de l'Allemagne, son industrie redevenue florissante, son commerce extérieur en progrès certain. Ces constatations alimentent leurs craintes de la voir jouer un trop grand rôle dans les organismes communs, alors que notre propre position se ressentira de l'effort unilatéral que nous faisons en Indochine.

Nous ne songeons pas à nier ce risque ; c'est vrai, l'Europe soulève en premier lieu le problème allemand, et suppose une intégration de nos deux peuples dans un même système.

Mais, à moins de transférer les gisements de la Ruhr quelque part au sud de la Loire, nous ne voyons pas encore comment notre refus endiguerait son dynamisme et renforcerait le nôtre *(Applaudissements)*. Ceux qui, dans cette compétition, prophétisent à coup sûr notre défaite, font bien peu de crédit à l'énergie et au ressort de notre peuple. Croient-ils, au surplus, qu'un isolement, artificiellement entretenu, nous protégerait longtemps d'une décadence dont il serait l'aveu ? Ce qui se passerait, dans ce cas

est parfaitement clair : l'Allemagne poursuivrait, parce qu'elle en a la volonté et les moyens, sa marche vers la puissance économique d'abord, militaire ensuite, avec l'aide complaisante des Etats-Unis, qui verraient en elle le pays le plus efficient du vieux continent, et le plus capable de tenir tête au bolchevisme.

Autonome dans les desseins et les moyens de sa politique, elle retomberait vite dans son nationalisme guerrier. L'Europe est destinée justement à éviter que l'histoire ne reprenne cette pente, et à faire de l'Allemagne un élément fondamental certes — car c'est un fait — de la puissance et de la prospérité de l'Occident, en lui retirant la libre disposition de cette puissance pour des fins exclusivement allemandes.

On objectera par ailleurs *la division de l'Allemagne*, à juste titre angoissante, car elle est contre nature, et en liaison avec l'ensemble des rapports de l'Est et de l'Ouest.

L'essentiel de la thèse des Socialistes allemands, pour doctriner le refus de l'Europe, c'est précisément qu'elle doit être précédée de l'unité de leur pays. Les Soviets n'ont pas manqué d'utiliser à des fins de propagande ce vœu, le plus cher à l'opinion d'outre-Rhin.

Mais, à travers leurs diverses propositions, ressort toujours leur volonté de n'accepter le rétablissement de l'unité allemande, dont ils tiennent la clé, que dans la mesure où cette Allemagne unie serait au préalable proclamée neutre, c'est-à-dire dans l'impossibilité d'adhérer à une quelconque Fédération européenne.

Autrement dit, nous n'avons pas le choix ; il faut prendre les choses telles qu'elles sont, ou renoncer. Il en est de même de *l'absence de l'Angleterre*, qui sert de prétexte aux réticences de beaucoup. Elle commet peut-être une erreur, que nous regrettons plus que quiconque, mais seul l'avenir dira si le Commonwealth, qu'elle nous préfère, est encore une réalité, ou s'il n'est au contraire plus qu'un mythe. Elle n'a pas perdu d'ailleurs tout espoir d'une plus grande solidarité anglo-saxonne, que certains bruits de conférences au printemps prochain ne rendent pas absolument invraisemblable.

L'Angleterre n'a-t-elle pas d'ailleurs manifesté sa volonté de s'associer le plus étroitement possible aux divers organismes que nous mettrons sur pied ?

Ceci trahit ses hésitations et marque bien que la grande révolution qui se passe de l'autre côté de la Manche soulève chez elle

de multiples remous. Au vrai, le seul moyen d'entraîner un jour son ralliement, c'est d'aller nous-mêmes de l'avant.

Mais aller de l'avant, cela veut dire d'abord mettre une tête sur le corps que nous sommes en train de créer, de manière à assurer à l'ensemble une cohésion et une solidarité qui sont ici essentielles. C'est tout le problème de la *Communauté politique* qu'il est indispensable de résoudre, si l'on veut, comme nous en sommes partisans, donner son sens à l'armée européenne et éliminer l'obstacle de la Sarre, si délicat, quoique mineur par rapport aux desseins d'ensemble.

Ces trois questions sont solidaires. Leur solution est la dernière grande difficulté à vaincre ; c'est pour cela que l'Assemblée de la Communauté charbon-acier a été chargée d'étudier les conditions dans lesquelles pourrait être élue une Assemblée constituante européenne. Elle doit déposer ses conclusions le 31 mars prochain. Il est temps, en effet, d'associer les peuples à l'entreprise, de leur en dire l'enjeu et les moyens, de leur faire comprendre la révolution que l'on a conçue pour leur salut, car l'organisation politique supranationale, gouvernement et parlement, ne peut reposer que sur le libre suffrage des Européens eux-mêmes.

On ne saurait, sans grand péril, conserver plus longtemps, dans les cas essentiels, la règle anarchique de l'unanimité.

Il faut savoir si, oui ou non, nous sommes d'accord pour faire reculer substantiellement les souverainetés internes.

Mais, dernière objection, aurons-nous le temps de mener à bien cette vaste entreprise, et *les Russes nous laisseront-ils faire l'Europe sans réagir ?*

Il est vraiment paradoxal de penser qu'ils puissent considérer à l'égal d'une provocation une politique basée essentiellement sur la recherche de la prospérité et de la paix, la seule, au surplus, susceptible de faire, le cas échéant, un contrepoids modérateur à la prépondérance américaine. S'ils étaient eux-mêmes les maîtres de l'Europe, ne réaliseraient-ils pas son unité en quelques semaines ?

La vérité, c'est que Moscou voit avec rage l'Occident sortir de son chaos traditionnel, dont se nourrissaient les espoirs et les promesses de la Révolution bolchevique.

Arrêter cette évolution par la force est certes une entreprise tentante pour le Kremlin, mais ne serait pas sans risques. Staline nous a habitués jusque-là à plus de prudence.

La Russie peut difficilement se lancer dans une guerre mo

diale tant qu'elle n'aura pas assimilé durablement, par une emprise systématique sur quinze à vingt générations de jeunes gens, les pays satellites, dont elle connaît actuellement la sourde opposition, et pas davantage tant qu'elle n'assurera pas le contrôle de réserves suffisantes de matières premières pour tenir au delà de la phase des succès initiaux.

Au reste, n'est-ce pas en Asie qu'elle joue aujourd'hui ses meilleures cartes ?

Les deux mondes s'y disputent un milliard d'hommes. De cette lutte, où coule le sang des nôtres et de nos alliés, en Indochine et en Corée, les données fondamentales ont été longtemps mal comprises. Ce qui agite les foules de ces pays, ce ne sont point des aspirations vers la liberté individuelle, qui, pour elles, n'a pas de sens, c'est le spectre chronique de la famine, et la sourde révolte contre le régime agraire, où elles en situent l'origine. Ces aspirations ne sont pas rudimentaires, mais bien légitimes chez des peuples misérables, l'homme ne réclamant la liberté que comme un bien second. *(Applaudissements)*.

Elles ont pris la forme politique du nationalisme, car les Occidentaux n'avaient pas su agir à temps. Et Moscou en a fait un instrument de sa propagande auprès des Jaunes et des Hindous, se donnant partout l'apparence de soutenir les nationalistes, les réformes agraires, la lutte contre la faim et la corruption.

C'est ce qui explique la conquête facile de la Chine.

Notre devoir apparaît tracé par ces considérations, là où les peuples libres ont dû faire face à une attaque armée, ils doivent tenir et vaincre. C'est le cas de l'Indochine, de la Corée, de la Malaisie. L'abandon ou la défaite se traduiraient pour nous par une perte irrémédiable de prestige et marqueraient la faillite de la sécurité collective ; ce serait d'ailleurs un événement très lourd de conséquences stratégiques, puisque toutes les péninsules du sud de l'Asie demeureraient sans défense contre le Communisme, encouragé dans ses agressions par nos aveux de faiblesse.

Mais la vraie défense à long terme consiste à encourager toutes les initiatives destinées à améliorer les conditions de vie de ces peuples, et nous devons nous féliciter des premières réformes prises dans ce sens par le nouveau gouvernement vietnamien.

Nous devons user à la fois de fermeté dans le combat, et de sens humain, d'intelligence organisatrice dans les œuvres de paix ; c'est à cette condition que nous arriverons à stabiliser les frontières de notre monde.

Si certains croyaient encore à la seule vertu des armes, et manifestaient une impatience excessive à libérer les peuples soumis, ils commettraient une erreur mortelle pour la paix. La précipitation a souvent provoqué des guerres.

Notre idéal, et notre philosophie, c'est en définitive la négociation qui normalisera la coexistence de régimes divers. Le chemin qui y conduit, nous le savons maintenant, passe par la force. Mais, au fur et à mesure qu'elle grandira, il deviendra plus délicat et plus dangereux de la manier.

C'est ici qu'apparaît essentielle l'unité profonde du monde libre, qui n'exclut, ni sa diversité ni ses débats internes, ni ses malentendus passagers.

Dans cette conception de notre rôle, dans la fidélité à l'idéal ainsi défini, nous voyons peut-être l'ultime justification de l'Europe.

Car il n'entre nullement dans nos intentions d'entreprendre je ne sais quelle croisade au delà du rideau de fer. L'univers communiste est d'ailleurs parfaitement cohérent, quoique très différent du nôtre. Non que les problèmes techniques s'y posent d'une autre manière, mais parce qu'il lui manque une dimension essentielle. Il vit dans le Plan, nous dans l'Espace. Cette dimension, c'est la liberté. Autant nous sommes prêts à tous les sacrifices pour sa sauvegarde, autant nous sommes éloignés de l'idée de l'imposer par la force aux peuples qui n'en conçoivent pas la notion.

J'en ai fini. Vous trouverez peut-être mon propos trop audacieux ou trop enthousiaste, mais nous vivons une époque historique dans les rapports des hommes et des peuples, et j'ai seulement cherché à vous placer devant les problèmes les plus importants qui se posent à vous. Ce qui complique la tâche, c'est que les Français, s'ils ignorent la géographie, sont au contraire passionnés d'histoire. Ils n'y découvrent trop souvent, à travers nos fastes passés, que les raisons d'une fausse grandeur. Mais la vie d'un peuple ne saurait se figer dans la contemplation nostalgique de ce qui fut. Et nous devons admettre une bonne fois que le Louis XIV du XXe siècle ne réside plus château de Versailles...

Voir les choses comme on les désire, a déjà dit le philosophe, est le pire dérèglement de l'esprit humain.

Continuer à concevoir son sort, celui de sa classe sociale ou de son pays, comme indépendants du sort des autres, c'est donner la preuve que l'on n'a rien compris au XXe siècle.

La bourgeoisie, si elle veut retrouver le sens de sa mission et justifier sa grandeur, doit embrasser le parti du mouvement.

Il est démontré qu'une classe sociale ne conserve sa primauté que si elle continue à rendre à la société les services qui la lui ont assurée.

Tel est le message d'actualité que le Parti radical-socialiste, conscient de l'héritage qu'il a reçu des pères de la République, se doit de lancer, en s'inspirant seulement, selon sa tradition la plus constante, du respect de la raison et de l'amour de la Patrie ; car l'amour de la Patrie consiste aujourd'hui, croyez-moi, à accomplir un effort vraiment révolutionnaire d'adaptation.

Le salut de notre civilisation en dépend, cette civilisation riche de saveur, de culture, de diversité, en un mot d'humanisme.

Avouez que l'enjeu en vaut la peine... *(Debout, l'assemblée acclame longuement l'orateur).*

IMPRIMERIE
A. COUESLANT
CAHORS
— 83.777 —
DÉP. LÉG. IV-1952